

2010

étude de fonctions |
& rémunérations |

**Emplois
Verts**



Michael Page
INTERNATIONAL

Michael Page International a le plaisir de vous présenter sa première étude sur les fonctions et rémunérations des professionnels des métiers de l'emploi vert.

Datée de 2010, elle regroupe les informations relatives à l'ensemble des postes traités par le cabinet au cours de l'année 2009. Elle est également le reflet et l'analyse actualisée de l'ensemble des candidatures reçues et traitées chaque mois ainsi que de leur niveau de rémunération.

De plus en plus sollicité par ses clients sur des problématiques de recrutement de cadres capables de faire face aux nouveaux enjeux stratégiques liés au développement durable, Michael Page se devait de développer cette nouvelle expertise sur cette tendance de fond du recrutement qu'est l'emploi vert.

En tant que leader sur le marché du recrutement, Michael Page a toujours su garder une longueur d'avance sur la connaissance du marché de l'emploi et de ses grandes évolutions grâce à une veille constante des secteurs clés. Pour chacune de ses 17 divisions métiers, Michael Page propose une étude de fonctions et rémunérations approfondie. La qualité du contenu de cet outil de travail repose également sur l'expertise de ses équipes de consultants spécialisés par division, tous issus du monde de l'entreprise où ils ont développé des compétences terrain et une forte connaissance métier et sectorielle.

La prise de conscience et l'engouement actuel pour l'écologie et le développement durable font apparaître de nouveaux métiers tout en faisant évoluer les fonctions existantes que nous avons regroupées sous l'appellation « emploi vert » : celles directement liées à l'environnement (protection de la nature, biodiversité, paysages, etc.) et celles reliées à la Responsabilité Sociétale.

A travers la réalisation de la première étude de fonctions et rémunérations liées à l'emploi vert pour les cadres en France, Michael Page apporte des informations sur le rattachement hiérarchique, les responsabilités, le profil et les rémunérations de chacune de ces fonctions.

L'étude met l'accent sur 7 secteurs marqués par les nouveaux enjeux du développement durable (énergies renouvelables, environnement, développement durable, commerce équitable et achat développement durable, cadre de vie, déchets, fonds d'investissement responsables) et 17 métiers de référence. Ces derniers ne constituent pas une liste exhaustive mais concernent l'ensemble des profils les plus recherchés par nos clients au cours de l'année 2009.

Nicolas Vermersch

Directeur Général Michael Page France

SOMMAIRE

Remarques méthodologiques



ENERGIES RENOUVELABLES

- 1 - Chef de projet énergies renouvelables p. 6
- 2 - Commerciaux énergies renouvelables p. 8
- 3 - Ingénieur efficacité énergétique des bâtiments p. 10



ENVIRONNEMENT

- 1 - Juriste droit de l'environnement p. 12
- 2 - Chef de projet hydraulique fluviale p. 14
- 3 - Chef de projet site et sols pollués p. 15
- 4 - Chef de projet HQE (Haute Qualité Environnementale) p. 17
- 5 - Expert Bilan Carbone p. 18



DÉVELOPPEMENT DURABLE

- 1 - Responsable développement durable p. 21
- 2 - Responsable diversité & RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) p. 23
- 3 - Consultant en développement durable p. 25



COMMERCE ÉQUITABLE & ACHATS DÉVELOPPEMENT DURABLE

- 1 - Acheteur/Chef de produit commerce équitable p. 28
- 2 - Acheteur développement durable p. 30



CADRE DE VIE

- 1 - Chef de projet acoustique p. 32



DÉCHETS

- 1 - Responsable d'exploitation usine incinération p. 34
- 2 - Responsable d'exploitation traitement de déchets p. 36



FONDS D'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLES

- 1 - Gérant spécialisé investissement socialement responsable p. 38

REMARQUES METHODOLOGIQUES

Les informations contenues dans cette étude proviennent de l'analyse empirique et croisée de trois sources d'informations :

- le fichier de Michael Page Finance & Comptabilité composé de plus de 120 000 candidats ; n'ont été étudiés que les dossiers de candidatures actualisés au cours des années 2008 et 2009,
- les données réelles (fonctions et salaires) concernant les missions de recrutement réalisées par les Consultants de Michael Page Finance & Comptabilité durant cette même période,
- l'historique de plus de 20 années de présence sur le marché du recrutement.

Par ailleurs, les postes étudiés sont ceux qui ont été le plus fréquemment traités par les Consultants durant la même période.

Pour chaque type de fonction, nous proposons une analyse de ses principales caractéristiques sous les angles suivants :

- les responsabilités,
- le rattachement hiérarchique,
- le profil et la formation habituellement requis,
- une grille de rémunérations.

En ce qui concerne la rémunération, nous avons cherché à faciliter la lecture de nos tableaux et avons retenu deux types de critères :

- la taille de l'entreprise (PME/PMI et groupe)
- le nombre d'années d'expérience des candidats.

Les rémunérations indiquées sont exprimées en **milliers d'euros** et composées des minima et des maxima de tous les salaires répertoriés par fonction. **L'écart Paris/Région, qui se situe toujours autour de 10 à 15%, n'a délibérément pas été détaillé dans cette étude.**

Notre cabinet travaille en conformité avec les règles de déontologie de notre profession et les dispositions légales en matière de traitement des données personnelles des candidats afin de prévenir tout risque de discrimination. A ce titre le terme «candidat» employé est générique.

ENERGIES RENOUVELABLES



1 - Chef de projet énergies renouvelables

p. 6

2 - Commerciaux énergies renouvelables

p. 8

3 - Ingénieur efficacité énergétique des bâtiments

p. 10

1 - Chef de projet énergies renouvelables



Le secteur des énergies renouvelables est au cœur de la dynamique nouvelle de la croissance verte et constitue l'un des vecteurs les plus importants de création d'emplois. Dans cette définition de fonction, on considère que les responsabilités du Chef de projet énergies renouvelables sont identiques quels que soient les types d'énergie produits, qu'elle soit éolienne, photovoltaïque, marine ou biomasse. Les postes de Chefs de projet énergies renouvelables sont de plus en plus convoités par des candidats issus de différents horizons : ingénieurs, commerciaux, financiers, agronomes, etc.

Responsabilités

■ Le Chef de projet est ainsi en charge de créer et gérer un parc de production d'électricité d'origine éolienne, solaire, biomasse ou biogaz, par le développement de nouveaux projets, par le rachat de parcs existants ou par le co-investissement avec d'autres acteurs.

A ce titre, ses missions sont de :

- suivre et gérer le travail et la relation avec les développeurs, les bureaux d'études prestataires de la société, les fournisseurs et sous-traitants,
- piloter le développement de projets sur le territoire national,
- assurer les relations avec les différents acteurs des projets : institutions (administrations et services de l'Etat), collectivités territoriales, élus, riverains propriétaires fonciers, associations et média, assurances, etc.
- construire sa prospection des zones potentielles, proposer et appuyer la création de zones de développement,
- mener la phase de négociation foncière et déposer les permis de construire,
- suivre et piloter l'avancement des différentes phases jusqu'à l'exploitation,
- construire les plans d'expériences et capitaliser les bonnes pratiques pour développer l'expertise technique de l'entreprise dans le domaine éolien, solaire, biomasse ou biogaz.

Rattachement

Ces candidats sont souvent rattachés à une Direction de développement ou à un département spécifique (éolien, solaire ou biomasse).

Profil

Les formations rencontrées dans ce secteur sont souvent techniques (ingénieurs, agronomes, géologues, etc.) ou commerciales, mais aussi financières étant donnée l'implication de ces candidats dans la levée de fonds et la recherche d'investissement. Les connaissances financières permettent d'apporter une forte valeur ajoutée sur ces phases de projets.

Un minimum de deux années d'expérience en gestion de projets énergies renouvelables est souvent requis ou plus globalement en gestion de projets techniques, multi-interlocuteurs et multi-compétences.

De plus, la connaissance des procédures administratives et urbanistiques permet d'être rapidement opérationnel ainsi que la connaissance de logiciels spécifiques aux énergies développées.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	40	50	↗
	Max	50	60	↗
Groupe / Corporate	Min	45	55	↗
	Max	55	70	↗

© Michael Page

2- Commerciaux énergies renouvelables



Il faut distinguer deux activités distinctes qui ont chacune des spécificités différentes : énergies renouvelables pour le bâtiment (génie thermique : pompes à chaleur, solaire thermique, chaudières basse consommation, photovoltaïque, etc.) et énergies renouvelables hors bâti pour les industries, marchés publics, etc. (éoliens, hydrauliques, biomasses).

Ingénieur commercial énergies renouvelables bâtiment

L'ingénieur commercial commercialise ses produits/solutions auprès des distributeurs, négociants et artisans (couverture, chauffage, etc.) soit généralistes du bâtiment, soit spécialisés. Chez les industriels et les distributeurs, la catégorie des énergies renouvelables est, depuis peu, une gamme de produits à part entière, gérée par des spécialistes et détachée de son environnement «historique» (soit chauffage, climatisation, couverture, etc.).

Responsabilités

Ses missions sont de :

- vendre le produit en direct aux artisans,
- développer et animer le réseau de distributeurs,
- prescrire le produit auprès des grands décideurs : bureau d'études, cabinets d'Architectes.

Rattachement

Directeur commercial

Profil

Les candidats sont le plus souvent issus de formation soit commerciale soit technique Bac +2/3. Ils ont pour la plupart une expérience commerciale significative de plusieurs années dans l'univers du second œuvre du bâtiment.

Rémunération (fixe)

Expérience		3/8 ans	8 ans et +	Répartition rémunération fixe / variable
Industries	Min	42	50	80/20
	Max	50	75	80/20
Distributeurs	Min	30	51	80/20
	Max	41	54	80/20
Artisans	Min	28	40	80/20
	Max	40	52	50/50

© Michael Page

Ingénieur commercial énergies renouvelables industries & marchés publics

L'environnement est plus orienté vers de nouveaux moyens de production d'énergies pour des applications diverses : nucléaire, électricité, etc. en environnement industriel soit privé soit public. On parle ici d'éolien, d'énergie hydraulique, de biomasse.

Responsabilités

Ses missions sont de :

- l'analyse du besoin en profondeur avec les équipes d'ingénierie et proposition de solutions techniques et commerciales adaptées,
- la négociation des conditions contractuelles,
- d'être l'interface commerciale durant tout le projet.

Profil

Les candidats sont le plus souvent issus de formation Ingénieur Bac +5 et possédant une expérience commerciale significative en environnement industriel notamment sur les secteurs de l'énergie et de l'Oil & Gas.

Rémunération (fixe)

Expérience		3/8 ans	8 ans et +	Répartition rémunération fixe / variable
Filiales / BU de Groupe	Min	44	56	80/20
	Max	56	78	80/20
Groupe / Corporate	Min	46	61	80/20
	Max	61	86	80/20

© Michael Page

3 - Ingénieur efficacité énergétique des bâtiments



Le bâtiment est l'un des principaux secteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre. Suite aux engagements du protocole de Kyoto, un engagement fort a été pris afin de limiter les consommations énergétiques des bâtiments. Dans ce cadre, les réglementations thermiques successives seront de plus en plus contraignantes.

La réflexion sur l'optimisation des consommations énergétiques doit être menée de plus en plus en amont des projets et influe sur tous les paramètres, des composantes du bâti aux équipements.

L'Ingénieur efficacité énergétique des bâtiments peut intervenir soit au sein d'un cabinet de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, soit en entreprise générale ou en bureau de contrôle technique, soit même au sein d'une société de maintenance et d'exploitation.

Responsabilités

Il est en charge de :

- effectuer les audits énergétiques (pré-diagnostic, diagnostic énergétique, simulation thermique, études spécifiques d'économies d'énergies et déploiement de mesures), la réalisation de Bilan Carbone,
- être force de propositions sur des missions complémentaires d'optimisation et de suivi énergétique,
- participer à la mise en place d'une offre de contrat de performance énergétique en tant que coordinateur auprès des clients,
- assurer une veille technologique en construction durable (bâtiment, CVC, GTC) et être un expert sur les énergies renouvelables,
- assurer une veille réglementaire (Grenelle de l'environnement, décrets, etc.),
- participer à des groupes de travail transverses «performance énergétique» et sensibiliser les différents acteurs pour orientation de la politique d'innovation (dynamique, choix stratégiques),
- participer à toute action d'entreprise ayant pour objectif l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Rattachement

- Directeur technique en entreprise générale
- Directeur immobilier chez un utilisateur

Profil

Ingénieur thermicien de type INSA Strasbourg ou titulaire d'un diplôme Bac +5, spécialisé en énergétique et dans la qualité environnementale des bâtiments. Il maîtrise les outils de simulation thermique (Trnsys, Pleiade, Comfie, etc.).

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	45	55	↗
	Max	55	75	↗
Groupe / Corporate	Min	45	55	↗
	Max	55	75	↗

© Michael Page

ENVIRONNEMENT



1 - Juriste droit de l'environnement	p. 12
2 - Chef de projet hydraulique fluviale	p. 14
3 - Chef de projet site et sols pollués	p. 15
4 - Chef de projet HQE (Haute Qualité Environnementale)	p. 17
5 - Expert Bilan Carbone	p. 18

1 - Juriste droit de l'environnement



La protection de l'environnement passant par une réglementation croissante et complexe, les entreprises requièrent de plus en plus les services d'Avocats spécialisés en la matière ou se dotent même de Juristes en interne. Aujourd'hui, une trentaine de cabinets d'Avocats se sont spécialisés en droit de l'environnement. Pour les entreprises, la grande majorité des grands groupes industriels ont aujourd'hui recruté un Juriste dédié au droit de l'environnement.

La principale mission du Juriste ou de l'Avocat en droit de l'environnement est d'assurer le respect de la réglementation environnementale.

Responsabilités

L'Avocat en droit de l'environnement apporte son assistance dans le cadre de la création, du fonctionnement et de la fermeture de nombreuses activités industrielles et agricoles. Il travaille fortement en lien avec les Ingénieurs, les bureaux d'études, les métiers de la communication et les juristes d'entreprise.

L'expertise de l'Avocat est large :

- gestion des problématiques d'environnement industriel, d'installations classées, de pollution de sites, de carrières, de déchets, d'eau, etc.,
- prévention des risques industriels, sanitaires et environnementaux,
- veille réglementaire,
- audits de conformité réglementaire, audits environnementaux et négociations dans le cadre d'acquisition et cession de sites, négociation de contrats (ventes d'immeubles ou cessions d'actions et de fonds de commerce, apports partiels d'actifs),
- rapports avec la DRIRE et les préfetures, liens avec les associations de défense de l'environnement,
- obtention d'autorisations administratives et établissement de stratégies environnementales (projet de développement d'une usine, études d'impact),
- gestion de crises et élaboration de stratégies de limitation des risques en lien avec des cabinets spécialisés en gestion de crises,
- contentieux administratif, contentieux judiciaire civil (trouble anormal de voisinage, contentieux contractuel) et pénal.

Le Juriste spécialisé en droit de l'environnement vient en support et conseille l'ensemble des Directions opérationnelles et fonctionnelles (Direction générale, technique, R&D, marketing/communication, assurances, etc.). Il intervient sur les problématiques suivantes :

- aspect normatif : réglementation, lobbying, réalisation de la veille juridique, explications, interprétations et formation des opérationnels sur la réglementation en vigueur,
- aspect contractuel : prise en compte des aspects environnementaux pour toute activité commerciale et industrielle : réponse aux appels d'offres, en France ou à l'international, évaluation des risques environnementaux dans le cadre d'acquisitions/cessions/fusions, ajustement des garanties de passifs, surveillance des permis d'exploitation (exemple : installations classées pour la protection de l'environnement : déclarations, autorisations, renouvellement, modifications), gestion des sites et sols pollués (réhabilitation, remise en état et responsabilité de l'ancien exploitant/du propriétaire),

- contentieux : cette partie couvre les volets administratif (validité des permis d'exploitation ; exemple : ICPE en France), pénal lorsque des infractions sont commises, et civil quand des dommages sont causés suite à des incidents ou accidents.
- hygiène et sécurité, droit social : sur les fondements du droit du travail, et de la notion de «faute inexcusable de l'employeur» des actions contractuelles et contentieuses doivent être menées. De nouvelles réglementations, françaises ou internationales se développent (exemple : règlements européens «REACH» sur les produits chimiques) dont les conséquences doivent être suivies avec attention.

Rattachement

Directeur juridique

Profil

Le candidat possède une solide formation dans les différentes matières du droit (droit administratif, droit des affaires, droit pénal) et est idéalement titulaire d'un 3^{ème} cycle spécialisé en droit de l'environnement. Il doit disposer de compétences transversales.

Rémunération (fixe)

Expérience		0/5 ans	5 ans et +	Tendance
Juriste	Min	30	45	→
	Max	50	90	→
Avocat	Min	30	55	↗
	Max	70	110	↗

© Michael Page

2 - Chef de projet hydraulique fluviale



Le Chef de projet en hydraulique fluviale intervient au sein de bureaux d'études ou de cabinets d'Ingénieurs conseils spécialisés.

Responsabilités

Au sein d'un pôle d'activité dédié, le Chef de projet prend en charge des projets liés au domaine de l'hydraulique fluviale, en particulier sur les sujets suivants :

- prévision et gestion des crues et des étiages,
- aménagement et lutte contre les inondations,
- maîtrise des ruissellements,
- inventaires des zones inondables et rédaction des plans de préventions (PPRI),
- aménagement des rivières (berges et infrastructures),
- préservation de la faune et de la flore.

Dans ce contexte, le Chef de projet assure le bon déroulement des opérations :

- selon l'ampleur des projets et l'organisation de la société, il développe l'activité en répondant aux appels d'offres et éventuellement en réalisant une prospection commerciale,
- il peut, selon les cas, participer à la production des études et au suivi de la réalisation des chantiers,
- il encadre et anime une équipe composée d'Ingénieurs et de Techniciens,
- il est le garant de la rentabilité (gestion financière et contractuelle) et de la qualité des affaires qui lui sont confiées,
- Il est l'interlocuteur privilégié de l'ensemble des intervenants des affaires (maître d'ouvrage, entreprises, sous-traitants éventuels).

Rattachement

- Responsable de département
- Chef d'agence

Profil

Diplômé d'une école d'Ingénieurs spécialisée, ou d'une formation universitaire supérieure. Le Chef de projet en hydraulique fluviale possède une solide connaissance généraliste du domaine (hydraulique urbaine, génie civil, etc.) et appréhende les outils de simulation.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	45	50	➔
	Max	55	120	➔
Groupe / Corporate	Min	42	58	➔
	Max	52	125	➔

© Michael Page

3 - Chef de projets site et sols pollués



Le Chef de projet sites et sols pollués évolue au sein d'un bureau d'études ou d'une ingénierie conseil. Il intervient dans le cadre de gestion environnementale et de réhabilitations de sites, de sols et de nappes phréatiques pollués par des activités industrielles ou minières par exemple.

Il examine les différents types de pollution et leurs conséquences afin de sécuriser les transactions foncières et propose des techniques de dépollution et de réhabilitation de sites.

Selon la taille des sociétés et leurs organisations, le Chef de projet peut intervenir uniquement sur la phase études ou sur la phase suivi de travaux.

Il évolue traditionnellement vers une fonction d'expert ou de management et de gestion de centre de profits.

Plus rarement, il peut passer chez le donneur d'ordres (public ou privé). Il sera alors en charge de la gestion d'actifs pollués et de la mise en place de plans de requalification. Dans ce contexte, il se voit également confier le Système de Management Environnemental (SME) de la société.

Responsabilités

Sur les plans techniques :

- diagnostics de pollution des sols et des eaux souterraines,
- réalisation de plans de gestion, IEM, EQRS, ARR, etc.,
- audits environnementaux,
- études hydrogéologiques (dimensionnement de réseaux, modélisation des écoulements et du transport de polluants, etc.),
- définition d'objectifs de dépollution,
- rédaction de cahiers des charges,
- consultations d'entreprises,
- direction de l'exécution des travaux,
- réception des travaux.

Sur les plans gestion d'affaires :

- réponses aux appels d'offres,
- gestion de la relation clients, des administrations, des fournisseurs et des entreprises,
- maîtrise des coûts, des délais et des qualités des affaires,
- rédaction et/ou supervision des rapports d'études,
- management d'Ingénieurs et de Techniciens,
- maîtrise des plannings et de la charge de travail.

Les logiciels utilisés sont : Autocad, Mike 11, Arc View, Modflow, MapInfo et Surfer.

Rattachement

- Responsable de département
- Responsable d'agence
- Responsable du bureau d'études

Profil

Ingénieur dans le domaine de la géologie, de l'hydrogéologie et de l'environnement (Mines, ENGEES, INSA, Arts et Métiers, ENSI, etc.) ou bac +5 équivalent.

Une expérience en bureau d'études environnement est indispensable. Le candidat doit maîtriser, en plus de très bonnes connaissances techniques, les bases du droit de l'environnement.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / B.U de Groupe	Min	38	50	↗
	Max	55	75	↗
Groupe / Corporate	Min	40	60	↗
	Max	65	85	↗

© Michael Page

4 - Chef de projet HQE



Les démarches environnementales liées au bâtiment se multiplient. Qu'ils s'agissent d'actions volontaires (démarche HQE®, par exemple) ou de contraintes réglementaires (réglementations thermiques), les interactions entre le projet de construction et les référentiels environnementaux sont de plus en plus complexes. Afin de gérer au mieux ces aspects, une nouvelle fonction a fait son apparition.

Le Chef de projet HQE intervient principalement en amont des projets, en définissant les objectifs énergétiques et environnementaux.

Responsabilités

A ce titre, il a particulièrement en charge de :

- établir l'approche environnementale du projet au regard des différents référentiels existants,
- définir les niveaux d'exigence du projet par rapport aux 14 cibles de la démarche HQE® et des Règlements Thermiques (RT 2012...),
- rédiger des notes environnementales adaptées aux besoins des clients,
- prendre en charge les simulations thermiques et énergétiques des projets concernés,
- animer des réunions de travail et présenter les projets,
- assurer une veille technique des produits et procédés innovants,
- mettre en place un système de documentation et une capitalisation des connaissances (mise à jour des procédures qualités, documents d'aide à la décision...),
- communiquer les informations pertinentes aux différents services du bureau d'études.

Rattachement

- Responsable bureau d'études
- Responsable environnement

Profil

Ingénieur thermicien de type INSA Strasbourg ou de formation généraliste en HQE (Bac + 5 universitaire).

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	45	55	↗
	Max	50	60	↗
Groupe / Corporate	Min	47	60	↗
	Max	65	95	↗

© Michael Page

5 - Expert bilan carbone



Le Bilan Carbone est une méthode de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre (GES) à partir des données facilement disponibles pour parvenir à une bonne évaluation des émissions directes ou induites d'une organisation, d'entreprises industrielles ou tertiaires, de collectivités territoriales ou d'administrations.

Le Bilan Carbone s'effectue en plusieurs étapes : il s'agit dans un premier temps de faire un diagnostic de l'organisation, et d'informer le personnel de la démarche Bilan Carbone. L'étape suivante est la collecte de toutes les données, afin de calculer les émissions.

La méthode Bilan Carbone a pour but de proposer un plan d'actions de réduction d'émissions de CO₂, permettant de réaliser des économies d'énergie et donc financières non négligeables.

Cette méthode est déployée par des cabinets ou prestataires externes habilités par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), ce qui permet à l'entreprise ou la collectivité de bénéficier d'une aide financière de la part de cet organisme public.

Le métier d'Expert Bilan Carbone devrait être en plein boum dans les années à venir surtout si les contraintes dues aux normes environnementales se renforcent.

Ce métier est pour l'instant récent, mais semble très attractif auprès des Ingénieurs qui débutent leurs carrières.

Responsabilités

L'Expert Bilan Carbone est en charge de la globalité des projets Bilan Carbone. A ce titre, ses responsabilités sont :

- prospecter auprès des entreprises et des collectivités pour proposer des diagnostics Bilans Carbone et les sensibiliser aux problématiques climatiques,
- accompagner ces entreprises et collectivités territoriales dans la mise en place de leurs bilans énergétiques et de leurs Bilans Carbone, ainsi que la réalisation des recommandations de solutions concrètes pour la maîtrise des dépenses énergétiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- réaliser les réponses aux appels d'offres ainsi que la justification du dossier auprès des clients,
- effectuer la définition d'un comité de pilotage, la rédaction des dossiers ainsi que le suivi global du projet et la maîtrise des plannings.

Rattachement

Directeur général ou Directeur technique (suivant la taille de la structure).

Profil

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur généraliste avec une spécialisation en environnement, en énergétique voire en thermique.

Il devra déjà avoir travaillé sur des projets relatifs aux émissions de gaz à effets de serre ou à des diagnostics énergétiques.

Une bonne connaissance des outils d'analyse de cycle de vie (ACV) et de diagnostics de performances énergétiques (DPE) est particulièrement appréciée sur ce type de poste.

Au delà de ses compétences techniques, l'Expert Bilan Carbone devra faire preuve d'un bon relationnel, être autonome, responsable et rigoureux. Il sait être force de proposition et a le sens des engagements. Il dispose également d'un esprit entrepreneurial, de capacités à développer des réseaux et un sens commercial naturel. Une bonne capacité rédactionnelle ainsi qu'un bon niveau d'anglais sont nécessaires pour ce poste.

Rémunération (fixe)

Ce métier étant particulièrement nouveau, on ne trouve pas en nombre significatif de candidats possédant plus de 5 ans d'expérience dans le domaine.

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	35 + 20% bonus	-	↑
	Max	50 + 30% bonus	-	-

© Michael Page

DEVELOPPEMENT DURABLE



- | | |
|--|-------|
| 1 - Responsable développement durable | p. 21 |
| 2 - Responsable diversité & RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) | p. 23 |
| 3 - Consultant en développement durable | p. 25 |

1 - Responsable développement durable



Le poste de Responsable développement durable est une fonction récente qui s'est développée à la suite de l'instauration de la Loi NRE en France.

Responsabilités

Le Responsable du développement durable est en charge d'insuffler et d'animer la stratégie développement durable de l'entreprise en fonction des priorités définies par la Direction générale. Interface entre les acteurs de l'entreprise et ses parties prenantes (clients, fournisseurs, sous traitants, institutions publiques et associatives...), le Responsable développement durable définit et met en œuvre les principes du développement durable en relation avec les différentes Directions. Il a souvent un rôle de conseil et d'accompagnement dans la concrétisation de la politique développement durable en actions concrètes. Ses différentes responsabilités peuvent se synthétiser autour de thématiques suivantes :

- définir la politique développement durable de l'entreprise et la communiquer en interne comme en externe,
- mettre en place les indicateurs de suivi permettant de valider la correcte mise en œuvre des objectifs de développement durable,
- sensibiliser, fédérer et motiver toutes les parties prenantes à intégrer le développement durable dans l'ensemble des décisions stratégiques,
- favoriser l'intégration du développement durable dans l'offre commerciale,
- accompagner le comité de Direction dans sa réflexion sur la mutation nécessaire de l'entreprise au regard des évolutions sociétales actuelles.

La dénomination du poste varie en fonction des sociétés et des organigrammes (exemples : Directeur de la stratégie & du développement durable, Directeur de la communication & du développement durable).

Rattachement

Directeur général ou plus rarement Directeur des Ressources Humaines

Profil

A ce jour, la plupart des postes ont été pourvus par mobilité interne, en particulier dans les grandes entreprises. Le Responsable développement durable est donc souvent une personne qui a exercé des responsabilités opérationnelles au sein de l'entreprise et qui a montré une forte sensibilité aux nouveaux enjeux environnementaux et sociétaux et s'est montré capable de s'investir sur des projets transversaux.

Compte tenu de l'importance croissante de la fonction, des recrutements externes commencent à voir le jour, notamment dans des PME de taille importante ayant une activité impactante sur le plan environnemental. La connaissance du secteur d'activité de l'entreprise est alors souvent exigée.

Dans les grandes entreprises, l'environnement de travail est multiculturel. La maîtrise de l'anglais est requise. Les déplacements à l'étranger sont fréquents.

Les candidats doivent avoir un bon relationnel (nombreux contacts avec les parties prenantes en France comme à l'étranger), une grande ouverture d'esprit et une forte capacité d'adaptation et de la force de conviction.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	45	57	↗
	Max	66	82	↗
Groupe / Corporate	Min	48	63	↗
	Max	70	130	↗

© Michael Page

2 - Responsable diversité & RSE



Responsabilités

Cette fonction est émergente et concerne principalement des structures de taille significative. Elle s'articule en fonction des priorités définies par la Direction générale ou la Direction des ressources humaines et peut, selon les environnements, recouvrir des réalités différentes. On notera également que les intitulés de postes diffèrent d'une société à une autre pour des implications comparables.

On retiendra parmi les principaux domaines d'intervention :

- la définition d'une politique en matière de solidarité, de diversité, d'égalité professionnelle et de handicap appliquée aux activités RH (recrutement, mobilité, promotions, reconnaissance, etc.),
- le pilotage de formations sur la diversité et le développement de programmes internes destinés à prévenir la discrimination et à traiter les problèmes potentiels.

Dans sa mise en œuvre, cette fonction implique :

- la définition d'une politique diversité/RSE,
- la communication et la diffusion de cette politique en interne et en externe,
- la structuration d'une organisation et la mise en place de relais internes propres à relayer la politique choisie et à mettre en œuvre les différents plans d'action,
- l'animation transverse de groupes de travail dans l'entreprise destinés à sensibiliser les interlocuteurs clés,
- la veille juridique destinée à valider la conformité légale des processus et actions de l'entreprise,
- la mise en œuvre d'outils de pilotage.

Rattachement

Directeur des ressources humaines, éventuellement Directeur de la communication.

Profil

Ces fonctions sont récentes. Les formations supérieures dédiées de type master spécialisé ont été lancées en France à partir de 2003.

A ce jour, il existe encore peu de recrutements externes, la plupart des postes étant pourvus par promotion interne, en particulier dans les grandes entreprises. En effet, une excellente connaissance du secteur d'activité de l'entreprise et de ses spécificités est souvent exigée.

D'une manière générale, cette fonction s'adresse à un diplômé d'études supérieures disposant d'une expérience en Ressources Humaines avec une excellente connaissance des thèmes liés à la diversité.

Autres aptitudes nécessaires :

- capacité à sensibiliser et à convaincre des interlocuteurs fonctionnels ou opérationnels, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société,
- solides capacités à bâtir et développer des réseaux et à communiquer,
- expérience de gestion de projet principalement en animation fonctionnelle.

Rémunération (fixe)

L'écart type sur les rémunérations proposées est relativement important, et ce pour les raisons suivantes :

- émergence récente de ces fonctions,
- grande hétérogénéité de la population cible (disparité des parcours professionnels et des niveaux d'expérience),
- périmètre de responsabilité susceptible d'intégrer des missions RH «traditionnelles» (recrutement, développement, formation, etc.).

Expérience		2/5 ans	5 ans et +	Tendance
Groupe / Corporate	Min	35	42	→
	Max	45	62	↗

© Michael Page

3 - Consultant en développement durable



Le conseil en développement durable s'est développé ses dernières années en raison du boom réglementaire et médiatique du développement durable.

On distingue sur ce secteur trois grandes familles de cabinets :

- Les cabinets institutionnels : ces cabinets de taille moyenne sont les référents dans le conseil en développement durable, certains présents depuis plus de 20 ans sur le secteur. Chacun possède son secteur de prédilection : l'éco-conception, la finance carbone, la politique développement durable en entreprise, etc.,
- Les cabinets techniques : depuis la mise en œuvre des premières réglementations environnementales (Normes SME, Protocole de Kyoto), de petites structures agiles et dynamiques se sont créées. Elles interviennent essentiellement sur des problématiques techniques comme les Bilans Carbone, les analyses de cycle de vies et les bilans énergétiques,
- Les grands cabinets : les grands cabinets de conseil (en stratégie et organisation) tentent de développer une offre dans les secteurs de l'environnement. Les cabinets d'audit ont tous une cellule environnement qui s'occupe essentiellement (pour l'instant) de la relecture des données environnementales des documents de référence des grandes entreprises.

Les missions du Consultant en développement durable sont diversifiées et dépendent en grande partie des spécialités des différents cabinets.

Les secteurs d'activités sont variés : industrie, service, institutions financières, domaine public, etc.

Responsabilités

- assistance des Associés dans la définition de l'approche pour la conduite de la mission,
- préparation des réunions de synthèse et de présentation des travaux de l'équipe au client, au cours de la mission et à son achèvement,
- élaboration des recommandations et des conclusions de travaux auprès du client,
- réalisation d'études pour des clients industriels et institutionnels,
- participation à la préparation des offres commerciales,
- veille scientifique, technique et réglementaire,
- encadrement de Consultants pour les Consultants expérimentés,
- participation à l'activité commerciale du cabinet pour les Managers,
- participation à la vie interne du cabinet : recrutement, formation, évaluation et montée en compétences des collaborateurs, etc.

Les domaines d'intervention sont variés : éco-conception, analyse de cycle de vie, analyse technico-économiques, communication d'informations environnementales, stratégie développement durable, etc.

Rattachement

Associés

Profil

Moins élitistes que les cabinets de stratégie, ces cabinets de conseil en développement durable n'en restent pas moins sélectifs. Dans tous les cas, le candidat doit justifier d'une formation bac + 4/5. Ces cabinets recrutent majoritairement des Ingénieurs, mais restent ouverts aux écoles de commerce

et aux parcours universitaires (doctorat, 3^{ème} cycle). Bien entendu, eu égard au sujet traité, l'intérêt pour le secteur est essentiel et reste déterminant pour le recrutement.

Le recrutement est aussi ouvert à des spécialistes qui, après une première expérience en entreprise de 2 à 5 ans, sont intégrés dans les cabinets au grade de Consultant confirmé ou de Manager.

La variété des missions proposées et les enjeux stratégiques abordées rendent aujourd'hui ces postes très attractifs et avec un potentiel d'évolution important.

Rémunération (fixe)

Grand cabinet

Grade	Année d'expérience	Rémunération fixe	
		Min	Max
Consultant	1	38	42
	2	40	45
Consultant expérimenté	3	42	50
	4	45	52
	5	48	55
Manager	6/8	50	60
Senior Manager	8/10	55	80
Associé	+10	100	115

© Michael Page

Cabinet historique en développement durable

Grade	Année d'expérience	Rémunération fixe	
		Min	Max
Consultant	1	32	36
	2	34	38
Consultant expérimenté	3	36	42
	4	38	45
	5	40	50
Manager	6/8	45	60
Senior Manager	8/10	50	70
Associé	+10	90	115

© Michael Page

Cabinet technique en développement durable

Grade	Année d'expérience	Rémunération fixe	
		Min	Max
Consultant	1	28	32
	2	30	35
Consultant expérimenté	3	34	40
	4	38	44
	5	40	48
Manager	6/8	45	55
Senior Manager	8/10	48	60
Associé	+10	70	100

© Michael Page

ETUDE DE FONCTIONS & RÉMUNÉRATIONS MICHAEL PAGE - Emplois Verts 2010

«Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou des ayants-droit, ou ayants-cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. La loi du 11 mars 1957 aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, n'autorise que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé ou copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part et d'autre part, les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration».

COMMERCE ÉQUITABLE & ACHATS DÉVELOPPEMENT DURABLES



- 1 - Acheteur/Chef de produit commerce équitable
- 2 - Acheteur développement durable

p. 28
p. 30

1 - Acheteur/Chef de produit commerce équitable



Responsabilités

Au sein du secteur de la grande distribution, l'Acheteur/Chef de produit est le professionnel indispensable, en charge de la mise en avant des bienfaits du commerce équitable et du lancement de nouveaux produits. Il accompagne le produit depuis sa conception ou sélection, dans une logique de partenariat fort avec les producteurs du commerce équitable. Ses principales missions s'articulent autour des axes suivants :

- il analyse les grandes tendances de son marché, développe ou sélectionne ses gammes de produits distribués dans une logique de prix, qualité offerte, délais de livraison et en fonction des possibilités d'approvisionnements. Il se doit de proposer aux consommateurs des produits de qualité,
- il définit et structure ses gammes pour chaque besoin, est en contact permanent avec les producteurs du commerce équitable pour trouver les bons produits et actualiser ses gammes. Il est en charge de trouver de nouveaux partenaires producteurs tout en instaurant des relations durables avec ses partenaires,
- il s'assure du bon écoulement des produits au sein des magasins, de leur parfaite mise en avant et veille à communiquer sur les valeurs des produits et de manière plus large du commerce équitable,
- il veille au respect des principes du commerce équitable. Il s'assure d'une juste rémunération du travail des producteurs et artisans du commerce équitable, leur permettant de satisfaire leurs besoins élémentaires : santé, éducation, logement et protection sociale,
- il veille au respect des droits fondamentaux des personnes (refus de l'exploitation des enfants, de l'esclavage...),
- il veille à une parfaite préservation de l'environnement en collaboration avec ses producteurs partenaires,
- il est l'interlocuteur privilégié des magasins quant au commerce équitable. Il est engagé sur la question du commerce équitable et participe aux différentes manifestations de la profession.

Rattachement

Directeur marketing / achats

Profil

Pour ce poste, des connaissances des achats dans l'alimentaire et le bio est un plus. Le candidat se doit d'initier une démarche de progrès, introduire des pratiques citoyennes et responsables au sein de son périmètre (entreprise, réseau de magasins, consommateurs finaux, etc.).

Il se doit également de comprendre les principes et le fonctionnement du commerce équitable, en identifier les pratiques et les principaux acteurs, mesurer leur poids et leur efficacité. Il se doit de mettre en avant cette démarche du commerce équitable auprès du grand public.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Commerce de détail & distribution spécialisée	Min	34	-	↗
	Max	52	-	↗
Grande distribution alimentaire	Min	38	-	↗
	Max	70	-	↗

© Michael Page

2-Acheteur développement durable



Responsabilités

L'Acheteur développement durable intervient de manière matricielle, guidé par une politique achats durable qui sert de colonne vertébrale aux engagements de l'entreprise.

Il intervient sur deux axes :

Transversalement, en tant que conseil achat sur les biens et services auprès de toutes les Directions de l'entreprise pour les aider dans la réalisation des objectifs de développement durable achats.

Son rôle est également d'aider chaque Direction à être sur un niveau comparable de développement durable car il possède une vision transversale et de coordination de cette politique.

Verticalement dans la structuration administrative et technique d'un appel d'offres (accès aux marchés, détermination des critères de développement durable, etc.).

Egalement dans la sélection elle-même des fournisseurs en évaluant leur impact en terme de développement durable pour l'entreprise.

Rattachement

Directeur des achats

Profil

L'Acheteur développement durable possède une expérience dans le métier achats mais il peut également venir d'un univers différent. Par exemple, il peut avoir été Responsable achats énergie ou Responsable QHSE et posséder un goût prononcé pour les achats.

A l'heure actuelle, le développement de la fonction montre que les profils techniques sont appréciés à cause du mode projet induit par ce type de démarche mais également de la diversité des familles d'achats touchées.

L'Acheteur devra être doté d'un sens pragmatique, d'une vision long terme et d'une réelle capacité d'animation transversale.

De formation supérieure type Bac +5, idéalement de profil technique type école d'Ingénieurs. Ce cursus sera complété par une formation supérieure en achats type MAI, DESMA, ESSEC, etc.

L'Acheteur développement durable sera de préférence une personne expérimentée capable d'animer transversalement le sujet. Une expérience en achats ou en environnement sera privilégiée en fonction de l'activité de l'entreprise. Dans les services, un Acheteur hors production sera parfait sur la fonction, dans une industrie polluante, un Ingénieur ayant une très bonne connaissance industrielle devra être préféré.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
PME / PMI	Min	44	56	↗
	Max	65	77	↗
Groupe	Min	49	60	↗
	Max	77	100	↗

© Michael Page

CADRE DE VIE



CADRE DE VIE

1 - Chef de projet acoustique

p. 32

1 - Chef de projet acoustique



La directive 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement doit permettre une évaluation harmonisée, dans les 25 Etats européens, de l'exposition au bruit dans l'environnement, de protéger les zones calmes et réduire fortement les bruits excessifs au moyen de plans d'actions qui prennent effet dans les années à venir.

Dans le cadre de ces modifications réglementaires, la dimension acoustique des projets prend donc un nouvel essor.

Le Chef de projet acoustique intervient de plus en plus sur des domaines aussi variés que l'acoustique pour le secteur industriel, tertiaire ainsi que pour les infrastructures.

Responsabilités

Au sein d'une entreprise ou d'un cabinet d'études et de conseil, le Chef de projet acoustique prend en charge des projets liés au domaine en effectuant les tâches suivantes :

- réalisation des études de site, d'enregistrement et de mesure de l'environnement sonore (mesures acoustiques, prise de côte, ébauche croquis, photos, etc.),
- proposition de solutions acoustiques adaptées au besoin du client et discussion avec ce dernier,
- établissement de devis : dépouillement et analyse mesures acoustiques, chiffrage solution, établissement schéma de principe, etc.,
- réalisation des études de dimensionnement de protections acoustiques (définition écran acoustique, silencieux de ventilation, encoffrements, capotages, baffles acoustiques, calcul perte de charge, etc.) et la réalisation de cartes de bruit (en cas d'intervention sur des infrastructures),
- recherche de sous-traitants et de partenariats,
- suivi de réalisation : suivi de la bonne mise en œuvre chantier, liaison entre clientèle, société et sous-traitants,
- contribution au développement et à la commercialisation des produits acoustiques diffusés par la société.

Rattachement

- Chef d'agence
- Gérant

Profil

De formation Ingénieurs (ESIM, ENISE...) ou universitaire de type DEUST ou DEA VAS, le candidat justifie de cinq années d'expérience professionnelle minimum acquises à un poste similaire en bureau d'études, chez un installateur ou en laboratoire et appréhende les outils de simulation acoustique (Cadnaa, Mithra, Predictor, etc.).

Rémunération (fixe)

Expérience		7/5 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	45	56	➔
	Max	50	67	➔

© Michael Page

ETUDE DE FONCTIONS & RÉMUNÉRATIONS MICHAEL PAGE - Emplois Verts 2010

«Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou des ayants-droit, ou ayants-cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. La loi du 11 mars 1957 aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, n'autorise que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé ou copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part et d'autre part, les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration.»

DECHETS



1 - Responsable d'exploitation usine incinération

p. 34

2 - Responsable d'exploitation traitement de déchets

p. 36

1 - Responsable d'exploitation usine incinération



L'augmentation du volume de déchets au niveau domestique (434 kg de déchets par habitant et par an aujourd'hui contre 220 kg en 1960) et industriel fait que le traitement ultérieur des déchets revêt une importance capitale pour l'environnement.

Si jusque-là l'incinération était considérée comme un procédé d'élimination des déchets, dans certains cas, lorsque l'efficacité énergétique des usines dépasse un certain seuil, elle pourra bénéficier du statut de valorisation. Certaines unités d'incinérations (110 en France) produisent en effet de la chaleur, de l'électricité, voire les deux à la fois, à partir des déchets traités. Cette valorisation énergétique fait qu'aujourd'hui ce procédé peut être reconnu en tant qu'énergie renouvelable.

L'incinération concerne 35% des déchets ménagers. Les déchets sont brûlés dans des fours de très forte puissance (850 à 1 200°C). Chaque usine d'incinération publique ou privée est dirigée par un Responsable d'exploitation qui connaît parfaitement le fonctionnement de l'usine. Il gère le traitement des fumées qui résulte de l'incinération et le système de valorisation quand il existe.

76% de l'énergie produite au sein de ses unités est thermique, 24% électrique. La recette moyenne provenant de l'énergie fournie par l'incinération en France s'élève à 198 millions d'euros par an en France (18€ la tonne).

Les métiers liés à l'incinération, réputés difficiles, sont aujourd'hui en plein essor et il est aujourd'hui possible de faire de belles carrières dans ce secteur de plus en plus attractif.

Responsabilités

Ses principales responsabilités sont :

- animer son équipe en formant et développant les compétences de ses collaborateurs,
- piloter son activité conformément aux objectifs, à la réglementation et aux procédures de l'entreprise, avec la mise en œuvre et le développement d'outils et d'indicateurs,
- analyser et gérer son compte d'exploitation en respect des objectifs fixés,
- appliquer la réglementation en vigueur et la politique environnementale de l'entreprise,
- se porter garant de la politique de sécurité vis-à-vis de ses collaborateurs.

Dans le cas où la chaleur produite par l'incinération est récupérée pour alimenter la chaufferie des logements ou des bâtiments publics. Un Ingénieur en génie thermique, spécialiste de la gestion de la chaleur et des économies d'énergie, est nécessaire.

Rattachement

Directeur des opérations

Profil

Le candidat possède une formation technique (de DUT à Ingénieur) à dominante mécanique et/ou thermique. Il possède 10 ans d'expérience professionnelle acquis sur des fonctions de management opérationnel dans une industrie de process lourd. Il a des connaissances techniques approfondies dans le domaine de la thermique, de l'électrotechnique et de l'informatique industrielle. Le Responsable d'exploitation thermique est expert dans le domaine des systèmes thermiques associés.

La connaissance de la production d'électricité par turbine à vapeur est un atout significatif pour occuper ce genre de fonction dans le cas où le site est équipé d'un système de valorisation énergétique.

Il faut faire preuve de disponibilité et de rigueur pour occuper ce genre de poste et être un manager aguerri, et surtout être crédible techniquement.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	38	45	↗
	Max	55	70	↗
Groupe / Corporate	Min	40	55	↗
	Max	65	95	↗

© Michael Page

2 - Responsable d'exploitation traitement de déchets



Responsabilités

Manager d'une équipe de techniciens, le Responsable d'exploitation gère les décharges conçues et mises en place par le service ingénierie traitement des déchets. Il pilote les process de traitement : enfouissement, incinération et compostage.

Souvent rattaché au Directeur d'usine, ses missions sont les suivantes :

- manager les équipes de traitement de déchets,
- veiller à l'application des procédures en vigueur, des normes et des réglementations,
- être garant de la sécurité de ses collaborateurs en s'assurant de l'application des règles de sécurité de l'entreprise,
- mettre en œuvre, au sein de son service, les compétences techniques nécessaires à la réalisation de la mission,
- en fonction du type de process (compostage, enfouissement...), le candidat doit pouvoir mettre au point et optimiser l'outil industriel à travers son expertise technique,
- piloter la relation avec les collectivités locales, les industriels et le grand public.

Rattachement

Directeur d'exploitation

Profil

De formation Bac +2 DUT, BTS à Ingénieur chimie ou biochimie, le candidat dispose d'une spécialisation en gestion et traitement des déchets. Il doit justifier d'une expérience significative en management d'équipes techniques sur des process de traitement de déchets ou en management de projets relatifs au domaine, avec un fort potentiel managérial.

Le candidat doit faire preuve de rigueur technique et managériale, et doit avoir un bon relationnel, un bon charisme et de la polyvalence. Il doit avoir un parcours orienté terrain, une culture résultats et une bonne curiosité technique.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
PME / PMI	Min	38	45	↗
	Max	55	70	↗
Groupe	Min	40	55	↗
	Max	65	95	↗

© Michael Page

FONDS D'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLES



1 - Gérant spécialisé investissement socialement responsable

p. 38

1 - Gérant spé. investissement socialement responsable



Ces fonds correspondent à des investissements réalisés par des Gérants (achat d'actions ou d'obligations) dans des sociétés qui respectent des critères sociaux, environnementaux, éthiques tout en conservant un objectif de rentabilité.

L'investissement responsable consiste à sélectionner des valeurs en portefeuille non pas sur des critères uniques de recherche de performance et de profit comme c'est le cas pour des Asset Managers classiques mais en intégrant des critères extra-financiers à caractère éthiques et liés au développement durable.

Responsabilités

Rattaché au Responsable de la gestion, le Gérant ISR a pour principales responsabilités :

- optimiser les performances des Fonds ISR gérés et alimenter le processus de gestion «Top/Down» (analyse de l'environnement macro-économique et stock-picking),
- approche stock picking : sélection de valeur de sociétés se révélant être performante en terme de développement durable,
- approche Bottom Up : sélection de secteurs qui sont favorables à l'environnement (énergies alternatives par exemple),
- rejet des valeurs en portefeuille de sociétés ne respectant pas l'ordre moral (sociétés impliqués dans l'armement, le jeu, la commercialisation du tabac),
- être garant du versement d'une partie de la surperformance du fonds à des œuvres caritatives,
- assurer le reporting (écrit et oral) auprès du responsable de la gestion et auprès de la clientèle institutionnelle dans le cadre de la gestion sous mandat et éventuellement d'une clientèle de particuliers dans le cadre de la gestion de fonds de communs de placement d'entreprises,
- contribuer à la mise en place d'outils statistiques et financiers visant à améliorer le processus de gestion.

Rattachement

- Directeur de la gestion
- Directeur général

Profil

Diplômé d'une école de commerce, d'un 3ème cycle spécialisé en gestion de portefeuille ou d'une école d'Ingénieurs, le Gérant aura eu une première expérience d'au moins 5 ans en matière de gestion collective. Le titulaire est autonome dans la gestion d'OPCVM actions avec une implication complète dans le processus de gestion et une vraie influence dans la gestion socialement responsable.

Rémunération (fixe)

Expérience		7/15 ans	15 ans et +	Tendance
Filiales / BU de Groupe	Min	60 K€ + 30-50% bonus	75 K€ + 50%	↑
	Max	80 K€ + 50%	100 K€ + > 100%	↑

ETUDE DE FONCTIONS & RÉMUNÉRATIONS MICHAEL PAGE - Emplois Verts 2010

«Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou des ayants-droit, ou ayants-cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. La loi du 11 mars 1957 aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, n'autorise que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé ou copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part et d'autre part, les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration».



Pour toute information, contactez :

Nicolas VERMERSCH

Directeur Général

Ligne directe : 01 41 92 70 66

E-mail : nicolasvermersh@michaelpage.fr

| MARSEILLE

10, place de la Joliette
13002 Marseille
Tél. : 04 86 94 77 20
Fax : 04 91 31 68 58

| STRASBOURG

5, rue du Dôme
67000 Strasbourg
Tél. : 03 90 22 70 10
Fax : 03 88 23 21 61

| NANTES

4 bis, rue du Général Leclerc
44023 Nantes cedex 1
Tél. : 02 51 17 37 10
Fax : 02 40 12 08 33

| LYON

Espace Cordeliers
2, rue Président Carnot
69002 Lyon
Tél. : 04 78 92 30 30
Fax : 04 78 38 14 62

| LILLE

19-21, rue de Paris
59800 Lille
Tél. : 03 28 04 56 00
Fax : 03 20 31 86 21

| TOULOUSE

61, boulevard Lazare Carnot
31000 Toulouse
Tél. : 05 34 25 56 20
Fax : 05 34 25 56 21

Michael Page
INTERNATIONAL

159, avenue Achille Peretti
92200 Neuilly-sur-Seine
Accueil entreprises : 01 41 92 72 72
Web : www.michaelpage.fr